



## Mesure de la qualité des services rendus par l'IEDOM

En 2010, pour la quatrième année consécutive, l'IEDOM lance une enquête de satisfaction afin de mesurer l'appréciation des usagers des produits proposés. La prise en compte des attentes exprimées permettra à l'IEDOM de déterminer les actions à améliorer ou, le cas échéant, à renouveler les services et les produits.

L'enquête, qui débutera en octobre 2010, s'appuiera sur le recueil par téléphone des réponses des personnes interrogées sur des questionnaires établis préalablement. Les domaines étudiés concernent :

- les utilisateurs de la base des informations du risque de crédit FIBEN,
- les entreprises cotées par l'IEDOM.

Pour mémoire, la précédente enquête sur le domaine « entreprises » avait été effectuée en 2008.

Cette étude sera réalisée par le cabinet GMV Conseil.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Supervision financière dans l'Union européenne

La Commission européenne, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord de principe sur la création de nouvelles autorités de surveillance des banques, assurances et marchés financiers européens. La nouvelle architecture de supervision financière européenne comprendra :

- le Comité européen du risque systémique (CERS),
- le Système européen de surveillance financière (SESF) composé de trois autres autorités européennes de supervision (AES) : l'Autorité bancaire européenne, l'Autorité européenne des assurances et l'Autorité européenne des marchés financiers.

Le CERS est chargé de détecter les risques pesant sur le système financier dans son ensemble et d'émettre des alertes afin que des mesures soient rapidement prises lorsque c'est nécessaire. Le Comité sera dirigé par le président de la BCE et comprendra les gouverneurs des 27 banques centrales nationales, un vice-président élu par les membres du CERS, le vice-président de la BCE, les présidents des trois nouvelles autorités européennes de surveillance, et des observateurs (un représentant des autorités nationales de surveillance accompagnant chaque gouverneur de banque centrale nationale et le président du Comité économique et financier (CEF)).

Cet accord a été entériné par les ministres des Finances lors du Conseil Ecofin du 7 septembre 2010 et sera soumis au vote des eurodéputés lors de la session plénière qui se tiendra du 20 au 23 septembre 2010. Ces nouvelles autorités devraient entrer en fonction en janvier 2011.

### Dossiers législatifs

#### Réforme du crédit à la Consommation

##### 1 – Fichier positif

L'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 17 août 2010 nommant les seize membres du comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers a été publié au Journal Officiel de la République du 24 août 2010. Le comité sera présidé par M. Emmanuel Constans, président du Comité consultatif du secteur financier.

##### 2 – Encadrer la publicité pour les crédits renouvelables

Le décret n° 2010-1005 du 30 août 2010 relatif au contenu et aux modalités des publicités portant sur les crédits renouvelables a été publié au Journal Officiel de la République du 31 août 2010.

##### 3 – Encadrer les opérations de rachat de crédits

Le décret n° 2010-1004 du 30 août 2010 relatif aux offres de rachat et de regroupement de crédits a été publié au Journal Officiel de la République du 31 août 2010.

#### Outre-mer

Le décret n° 2010-1048 du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relatif à la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat Outre-mer a été publié au Journal Officiel de la République du 3 septembre 2010.

### Publications

#### Microcrédit

Le Comité de Bâle a publié un rapport sur la régulation des institutions de microfinance. Le Comité recommande d'adapter à leur situation spécifique la plupart des règles applicables aux banques de détail. Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.bis.org/publ/bcbs175.pdf>

# SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

## L'indicateur du climat des affaires orienté à la baisse au deuxième trimestre 2010

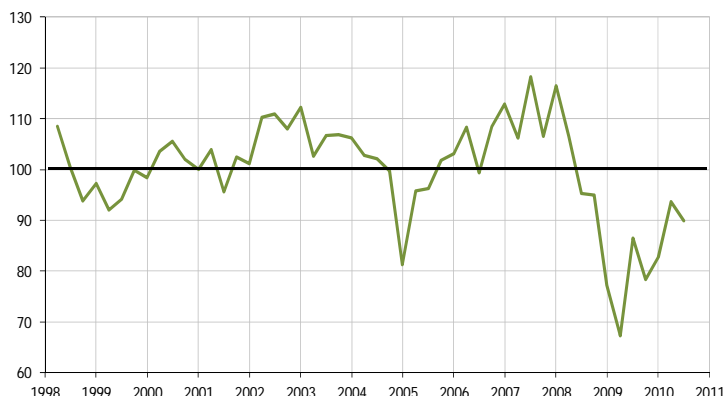
Au deuxième trimestre 2010, les chefs d'entreprise de la Guadeloupe perçoivent une détérioration de la conjoncture économique. Le climat des affaires est toujours jugé défavorable depuis neuf trimestres consécutifs.

Contrastant avec le redressement des deux derniers trimestres, l'ICA s'infléchit de 3,8 points au deuxième trimestre et demeure inférieur de 10 % à sa moyenne de longue période. La consommation des ménages montre des signes de reprise dans un contexte d'inflation maîtrisée, mais l'investissement des entreprises demeure déprimé et l'activité ternie dans la plupart des secteurs.

Les anticipations des chefs d'entreprise pour le troisième trimestre sont négatives, éloignant les perspectives de reprise. Toutefois, le secteur de l'hôtellerie-restauration anticipe une amélioration de son courant d'affaires, liée au surcroît de fréquentation estivale.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe

(100=moyenne de longue période)



\* Calculé à partir de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM  
Source : IEDOM, données trimestrielles

## Publication des Rapports Annuels 2009 de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy

Les Rapports Annuels de l'IEDOM 2009 (édition 2010) sont parus et ont été présentés à la presse le 2 septembre en Guadeloupe. Les conférences prévues le 31 août à Saint-Barthélemy et le 1<sup>er</sup> septembre à Saint-Martin n'ont pu avoir lieu en raison du passage de l'ouragan EARL. Ces rapports sont disponibles à la vente dans la plupart des librairies de l'île au tarif de 12,50 €. Ils sont également téléchargeables gratuitement sur le site de l'iedom.

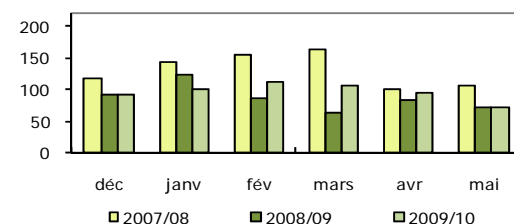


Chaque rapport présente les caractéristiques structurelles de l'île, puis dresse un panorama de leur économie, avant de détailler les secteurs d'activité et l'évolution monétaire et financière en 2009.

## Une activité touristique ralentie au premier semestre 2010

Comme chaque année en juin, les indicateurs reflètent une faible activité hôtelière. Le taux d'occupation perd 12 points par rapport à mai, pour s'établir à 36 %, soit le taux le plus bas depuis cinq ans à cette période. L'activité touristique, meilleure qu'en 2009, reste faible comparée à 2008. Au cours de la haute saison 2009-2010, le taux d'occupation des hôtels s'affiche à 60,8 % en moyenne, soit une baisse de 3 points par rapport à la haute saison 2007/2008. En données cumulées de décembre 2009 à mai 2010, le nombre de nuitées enregistre une baisse de 210 000 unités par rapport à la haute saison de 2008 alors que la durée moyenne de séjour faiblit légèrement (-0,2 jour) à 3,6 jours.

Evolution du nombre de nuitées (en milliers d'unité)



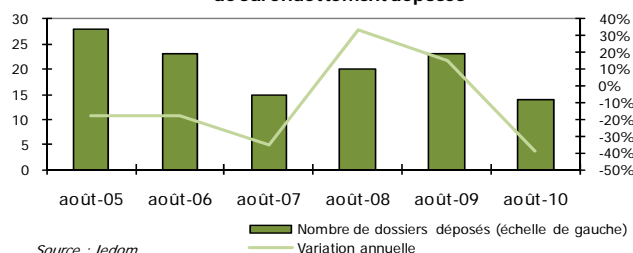
Source : INSEE

Le trafic aérien s'inscrit néanmoins en hausse au premier semestre 2010 par rapport à la même période en 2009. En cumul depuis le début de l'année, le trafic de passagers augmente de 8,5 % par rapport à 2009, mais reste inférieur de 7 % à celui de 2008. Le trafic maritime de passagers (entrées+sorties) s'élève à 470 519 personnes, soit +8 % par rapport à 2009 et +0,3 % par rapport à 2008.

## Baisse des dépôts de dossiers de surendettement

En août 2010, 14 dossiers ont été déposés à la commission de surendettement. Le nombre de dossiers déposés enregistre ainsi un net recul par rapport au mois précédent (-46,2 %, soit -12 dossiers) mais également sur un an (-39,1 %, soit -9 dossiers).

Evolution du nombre de dossiers de surendettement déposés



Source : IEDOM

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Octroi d'un prêt de 25 M € de l'AFD à la région Guadeloupe

L'AFD a octroyé à la Région Guadeloupe un prêt de 25 M€ pour le financement partiel de son plan de relance. Ce prêt à taux bonifié vise à accompagner la collectivité dans le financement du volet « environnement et protection contre les risques naturels » du plan, sur 3 grands axes : la politique de gestion des déchets (5 M€ pour le projet SICTOM), la promotion des énergies renouvelables et de la norme « haute qualité environnementale » (HQE, 2 M€) ainsi que le développement de la gestion des risques, par la protection des zones littorales au moyen d'enrochements contre les effets de houle cyclonique (17 M€).

### Mobilisation accrue face à l'épidémie de DENGUE

Depuis le début de l'épidémie en décembre 2009, 36 000 cas cliniquement évocateurs de dengue, 297 hospitalisations et 5 décès ont été dénombrés en Guadeloupe. Face à l'ampleur de l'épidémie, l'armée a été mobilisée pour aider à la destruction des gîtes larvaires et à la démoustication des établissements scolaires avant la rentrée. A l'issue d'une réunion interministérielle de crise le 25 août, Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé et Marie Luce-Penchard pour l'Outremer se sont rendues aux Antilles les 27 et 28 août pour constater la mise en œuvre des diverses mesures de lutte contre l'épidémie et annoncer la mise en place de financements complémentaires au bénéfice de l'Agence Régionale de Santé.

### Les Guadeloupéens consommateurs de téléphonie mobile

D'après les chiffres à fin juin 2010 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), le taux de pénétration des opérateurs de réseau mobile en Guadeloupe était de 127,7 lignes actives pour 100 habitants. La Guadeloupe est ainsi la deuxième région la mieux équipée, derrière l'Île de France (137 lignes pour 100 habitants) et devant la Martinique (126). En moyenne, sur l'ensemble de la France, il y a 95,2 lignes de téléphone cellulaire pour 100 habitants.

## ACTUALITE REGIONALE

### Banque de développement caribéenne : 124,5 M\$ déboursés au premier semestre 2010

La Banque de développement caribéenne (CDB) a déboursé 124,5 M\$ au premier semestre 2010 (contre 105,2 M\$ en 2009 sur la même période) au profit de ses pays membres. Anguilla, la Barbade, Belize, la Dominique, Grenada, la Guyane et St Vincent and the Grenadines ont rempli les critères d'octroi de prêt et bénéficié de financements. Par ailleurs, le président de la CDB a pris l'engagement de soutenir les pays membres face au défi de l'adaptation au changement climatique.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France	Juillet 2010	122,8	0,7 % -	3,2 % 1,7 %
<b>Chômage</b> <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Juillet 2010	52 300	-0,2 %	6,9 %
<b>Commerce extérieur</b> <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)	Cumul à fin Juin 2010	80	-	-10,4 %
	Importations - (en M€)		1 015	-	10,7 %
<b>Energie</b> <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Juillet 2010	45	8,1 %	0,1 %
	Cumul annuel		282	-	12,2 %

	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Ménages</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Juillet 2010	22 001	-3,7 %	-7,1 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Juillet 2010	477	-17,9 %	33,6 %
	Cumul annuel		3 536	-	28,9 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	Août 2010	14	-46,2 %	-39,1 %
<b>Entreprises</b> <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers €	Juillet 2010	1 661	5,6 %	40,9 %
		Cumul annuel	9 920	-	-16,0 %
	- Nombre	Juillet 2010	133	-7,6 %	-5,7 %
		Cumul annuel	892	-	-12,8 %

	LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Juillet 2010	194 306	47,7 %	5,2%
	Cumul annuel		1 103 270	-	8,5 %
<b>Trafic portuaire</b> <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	Cumul à fin Juillet 2010	1 660 895	-	5,7%
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		470 519	-	8,0 %
<b>Immatriculations</b> <i>(Source : Commissariat général au Développement Durable)</i>	Véhicules particuliers neufs (VPN)	Février 2010	807	-9,6 %	-3,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	Février 2010	142	-31,4 %	2,2 %
	Cumul annuel (VPN+VUN)		2 049	-	-6,4 %
<b>Construction</b> <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Août 2010	19 320	-1,7 %	-2,9 %
	Cumul annuel		159 921	-	6,5 %
<b>Banane</b> <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes)	Juillet 2010	3 980	9,6 %	-22,7 %
	Cumul annuel		16 250	-	-40,6 %

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Le repli de l'activité persiste

L'activité en Guyane reste morose, comme en témoigne l'évolution de l'indicateur du climat des affaires (ICA), à -5,8 points<sup>1</sup>, bien en dessous de sa moyenne de longue période. La perception des protagonistes interrogés sur la conjoncture s'est plus singulièrement détériorée durant ce trimestre sur le secteur du tourisme.

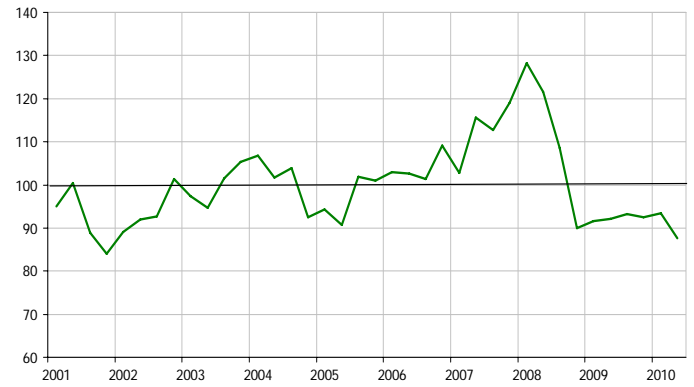
La consommation des ménages, à travers les importations de biens de consommation notamment, est en recul par rapport au premier trimestre 2010, mais demeure supérieure à celle de l'an dernier en glissement. Globalement, les prévisions d'investissement des entreprises restent timides, en dépit d'une progression des importations de biens d'équipement en valeur, essentiellement liée au secteur spatial.

Pour le troisième trimestre 2010, les entrepreneurs interrogés envisagent un rétablissement de leur activité, avec un retour vers la moyenne longue période. Cependant, les prévisions d'investissement et de carnets de commandes restent dans une dynamique négative.

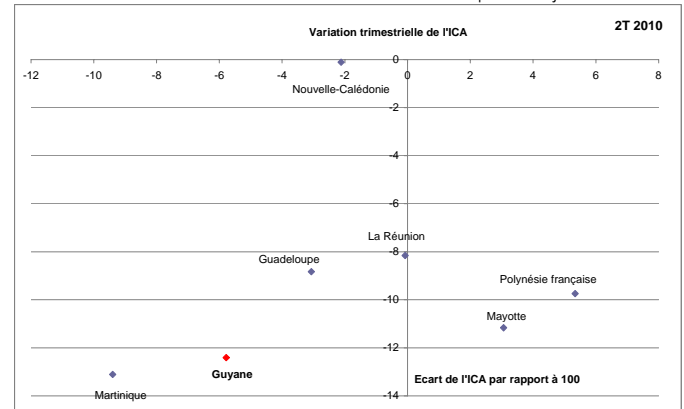
### Publication

Le **bulletin trimestriel de conjoncture économique** n° 143 portant sur le **deuxième trimestre 2010** sera prochainement disponible. Vous pourrez vous le procurer directement en le téléchargeant sur notre nouveau site Internet [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr) ou par simple demande à l'adresse : [ETUDES@iedom-guyane.fr](mailto:ETUDES@iedom-guyane.fr). Vous pouvez également vous abonner gratuitement à nos publications périodiques (bulletin trimestriel de conjoncture économique ou financière, lettre mensuelle...) au format PDF à la même adresse.

Indicateur de climat des affaires en Guyane  
(100 = moyenne longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Carburants

Le 31 août 2010, la Ministre chargée de l'Outre-Mer, Marie-Luce Penchard, a officiellement demandé aux préfets des Départements Français d'Amérique de convoquer l'Observatoire des Prix et des Revenus rapidement, afin de réajuster le prix des carburants par rapport à l'actualité des cours du baril (baisse récente). Ainsi pour la Guyane, faisant suite à une réunion de l'Observatoire, l'arrêté préfectoral n°1688 du 6 septembre 2010 fixe, à compter du 7 septembre 2010, le prix des carburants au détail à 1,40€ / litre pour l'essence (soit une baisse de deux centimes) et 1,22€ / litre pour le gazole (soit une baisse d'un centime).

Désormais, dans un souci de transparence et de réactivité, les prix devront être réévalués tous les mois selon les « dernières cotations internationales constatées » du cours du baril en euros, et non plus en fonction du cours au moment de l'achat par la SARA, c'est-à-dire trois mois avant l'arrivée à la pompe.

### Coût de la vie/Salaires

Selon une enquête de l'INSEE dans les DOM, datée de juillet 2010, les prix en Guyane apparaissent parmi les plus élevés des départements d'outre mer : + 13,0 % en moyenne par rapport à la France métropolitaine. Les écarts de prix sont plus marqués si l'on retient comme référence le panier de consommation d'un ménage métropolitain en Guyane (+19,6 %). Le coût des produits alimentaires, qui représentent le second poste de dépenses des ménages après les services, expliquerait pour partie ces écarts (+49,0 % en Guyane).

Les écarts moyens restant inférieurs aux 40 % de surrémunération consentis aux fonctionnaires travaillant dans les DOM, ce rapport a déclenché plusieurs interrogations, notamment d'Yves Jégo, ancien secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, quant à la pertinence de cette surrémunération. Selon Willy Angele, président du Medef Guadeloupe, cet écart entraînerait une distorsion sur le marché du travail entre public et privé. De plus, un rapport de la Cour des Comptes souligne que la prime serait principalement réinvestie dans l'épargne ou les importations depuis la métropole. Les syndicats antillais et guyanais ont pour leur part vivement réagi en réaffirmant leur soutien à cette prime de vie chère. Georges Tron, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction Publique, a assuré qu'aucun projet de réforme à ce sujet n'était envisagé actuellement.

### Spatial

Arianespace a annoncé la signature de deux nouveaux contrats de lancement de satellites depuis le port spatial de Kourou. Le lancement de GSAT 10, satellite indien de télécommunications conçu par l'Indian Space Research Organisation, est prévu au premier trimestre 2012. Il sera suivi par le satellite Intelsat-20, de l'opérateur international de satellites Intelsat, qui fournira des services de télécommunications, de vidéo, de téléphonie et de transmission de données, et sera lancé au second trimestre 2012.

### Secteur rizicole

Les sociétés Compagnie agricole de Mana (CAMA) et Compagnie Rizicole de l'Ouest Guyanais (CROG) envisagent une cessation de leur activité. Leur propriétaire, le groupe espagnol SOS, va quitter les rizières de Mana. Des négociations sont en cours entre les compagnies et des repreneurs potentiels. Cependant, les négociations butent sur le problème des aides européennes : elles seraient désormais conditionnées à un rendement minimum de 3,5T/Ha (en 2007, le rendement était de 2,6 en Guyane, contre 3,8 au Suriname et 4,5 au Guyana). Les riziculteurs ont demandé une dérogation à l'Union Européenne. En cas de réponse négative, la filière rizicole pourrait être abandonnée au profit de cultures plus rentables.

<sup>1</sup> Suite au reclassement d'entreprises dans la méthode de calcul, l'ICA a été revalorisé pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2010.

## Secteur aurifère

Par arrêté publié au Journal Officiel le 31 juillet 2010, le ministère de l'Ecologie a accordé au groupe Auplata (via sa filiale à 100 % Société Minière Yaou Dorlin) le permis d'exploitation du site Dorlin -84 Km<sup>2</sup>- pour une durée de cinq ans. Dorlin, situé à 56 kilomètres de Maripasoula, s'inscrit dans la stratégie d'expansion d'Auplata en Guyane –société française créée en 2004-, après l'obtention des permis d'exploitation d'or primaire sur les sites de Yaou, Dieu Merci, et Paul Isnard.

## Inflation

En juillet 2010, l'indice des prix à la consommation repart à la hausse et gagne 1,0 % par rapport à juin 2010. Cette hausse mensuelle est en grande partie imputable au renchérissement des prix des services (+2,2 %), dont les transports et les communications (+10,5 %). Les prix de l'énergie augmentent également en raison de la réévaluation des prix des carburants à partir du 15 juillet 2010 (+3,9 % sur le mois pour l'indice des produits pétroliers). Cependant, malgré cette évolution relativement marquée, l'inflation en Guyane reste contenue sur un an (+0,7 %) au regard des autres DOM : respectivement +3,2 % en glissement annuel à la Guadeloupe; +2,4 % à la Réunion ; +2,0 % à la Martinique (et +1,7 % sur la France entière).

# ACTUALITES REGIONALES

## Suriname

Le leader du National Democratische Partij, Desire Bouterse, a été investi le 12 août 2010 en tant que dixième président de la République du Suriname.

Le nouveau président a évoqué sa volonté de privilégier la coopération régionale (Brésil, Venezuela, Guyana, Guyane) par rapport à sa relation traditionnelle avec les Pays-Bas. Desire Bouterse souhaite notamment approfondir les échanges avec la Guyane, sur le plan de la sécurité, de l'environnement, et des infrastructures, avec comme objectif la construction d'un pont sur le Maroni avant la fin de son mandat présidentiel en 2015.

## Colombie-Venezuela

Le nouveau président de la Colombie, Juan Manuel Santos, élu le 20 juin 2010 et succédant à Alvaro Uribe, a été investi le 7 août 2010. Suite à ce changement à la tête de l'Etat et aux signaux d'ouverture de la part du président du Venezuela Hugo Chavez, les deux pays ont repris leurs relations diplomatiques à travers une rencontre entre les deux hommes le 10 août 2010. Ces relations avaient été rompues le 22 juillet 2010, la Colombie ayant officiellement présenté des preuves de la présence active au Venezuela de Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes. Le Venezuela dénonçait de son côté la « folie guerrière » de l'ancien président colombien, et l'installation de bases militaires américaines sur le sol colombien.

## Brésil

Le 26 août 2010, le président brésilien Lula a autorisé la construction d'un barrage à Belo Monte, accordant la concession au consortium Norte Energia. Le barrage, sur le fleuve Xingu, sera situé non loin de l'estuaire de l'Amazone, entre Belém et Macapa. Son coût est estimé à USD 11 millions, et l'ouvrage deviendra le troisième barrage du monde, avec une capacité de 11 000 MW (soit 11 % de la puissance énergétique du Brésil). Le gouvernement a insisté sur la prise en compte des questions sociales et environnementales. Cependant, le projet a créé la controverse car il nécessitera le déplacement de 16 000 personnes et inondera une zone de 500 km<sup>2</sup>. Les associations environnementales et de protection des peuples indigènes redoutent des impacts négatifs sur la flore et la faune (notamment les stocks de poissons) et une pression foncière accrue.

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel	
<b>Prix</b> (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – juillet 2010 (Indice base 100 : année 1998)	121,9	1,0 %	0,7 %
<b>Emploi</b> (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin juillet 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin juin 2010	15 551 6 562	+ 1,1 % + 0,6 %	+ 9,5 % + 19,5 %
<b>RMI</b> (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin juillet 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 240 37,3 M€	0,0 %	- 6,1 % - 0,1 %
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)*	Exportations – juin 2010 Cumul 2010 Importations - juin 2010 Cumul 2010 Taux de couverture en cumul - à fin juin 2010	16,7 M€ 80,6 M€ 90,3 M€ 510,3 M€ 15,8 %	161,3 %  +6,2 %	+ 36,0 % + 72,1 % + 19,4 % + 18,4 % + 4,9 points

## LES SECTEURS D'ACTIVITE

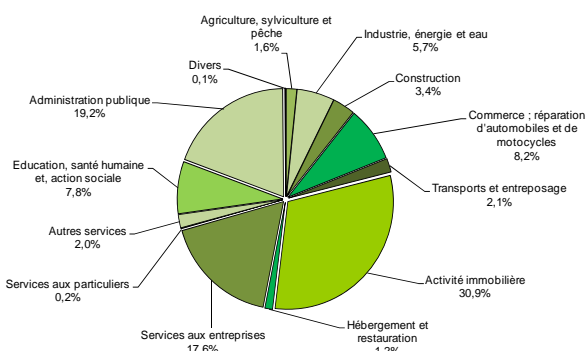
<b>Spatial</b> (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin août 2010 Rappel cumul à fin août 2009	3 tirs Ariane 5 (6 satellites) 4 tirs Ariane 5 (7 satellites)
<b>Riz</b> (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 <sup>ère</sup> tranche 2010) Cumul année 2009 (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> tranche) Exportations de riz (cumul à fin juin 2010)	3 724 tonnes (+ 87,4 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 2 248 tonnes (- 33 % sur un an) pour 0,76 M€ (- 49,3 %)
<b>BTP</b> (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – juin 2010 Cumul 2010	6 531 tonnes (+ 2,2 % sur un an) 33 772 tonnes (- 18,6 % sur un an)
<b>Pêche</b> (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin juin 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin juin 2010)	623,7 tonnes (- 31,7 % sur un an) 498,7 tonnes (- 30,2 % sur un an)
<b>Or</b> (Source : Douanes)*	Exportations d'or (cumul à fin juin 2010)	13,8 M€ (+ 39,6 % sur un an)
<b>Bois</b> (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin juin 2010)	18 189 m <sup>3</sup> (- 44,5 % sur un an)

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Risques bancaires au 30 juin 2010 : progression mesurée au second trimestre

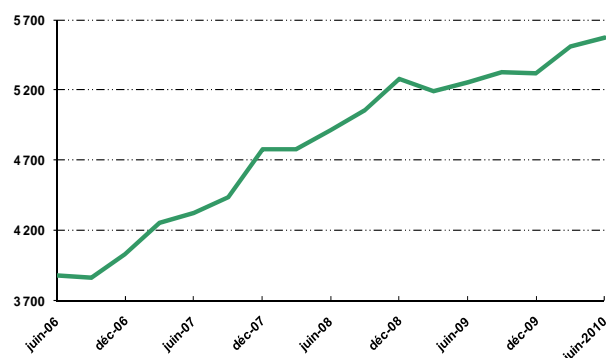
Au 30 juin 2010, l'encours des crédits aux entreprises et aux collectivités recensés par le Service Central des Risques de la Banque de France (SCR), atteint 5,6 milliards d'euros, soit une progression de 1,2 % au second trimestre 2010 et de 6 % sur un an (contre +7 % un auparavant).

Répartition des risques par secteur au 30 juin 2010



Source : Service Central des Risques de la Banque de France

Evolution de l'encours global des risques (M€)

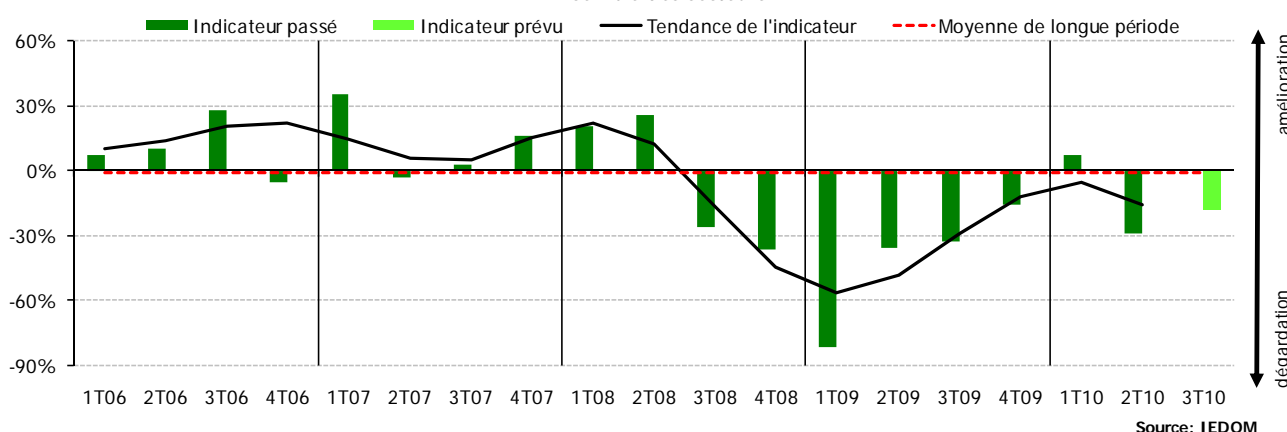


Le secteur de la promotion immobilière (1,7 milliard d'euros) concentre la plus large part de l'encours total à fin juin 2010 (30,9 %). Cet encours progresse faiblement (respectivement + 0,1 % sur le trimestre, et + 1 % sur l'année) en lien avec la conjoncture immobilière déprimée dans le département. Les secteurs qui enregistrent les hausses les plus significatives sur la période sous revue sont l'agriculture, la sylviculture et la pêche, (+ 11,1 %) ainsi que le commerce (+ 9,2 %) et dans une moindre mesure, les transports (+ 3,3 %).

### L'économie martiniquaise a ralenti au second trimestre

Après un premier trimestre favorablement orienté, l'économie martiniquaise a montré quelques signes de ralentissement au second trimestre. Selon l'enquête de conjoncture, ce trimestre a été marqué par une dégradation de l'activité économique.

Solde d'opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution de l'activité  
Ensemble des secteurs



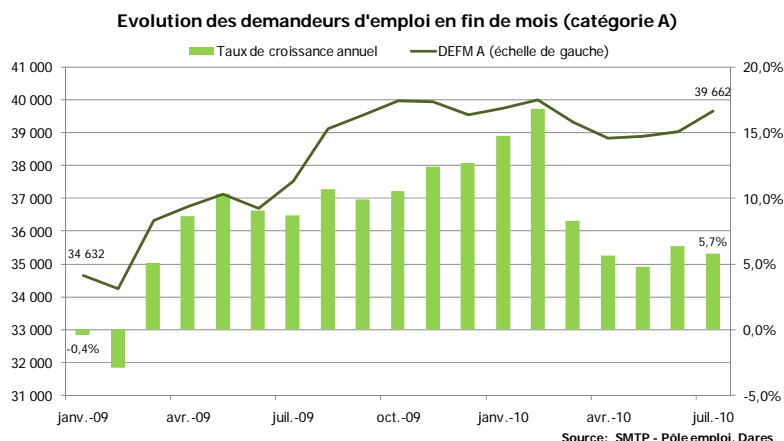
L'indicateur de climat des affaires qui synthétise l'ensemble des composantes de l'enquête, se dégrade au deuxième trimestre 2010 (-12 points) et se situe en dessous de sa moyenne de longue période, néanmoins ce niveau est légèrement supérieur à celui du quatrième trimestre 2009. La consommation des ménages demeure mitigée, dans un contexte où l'ensemble des acteurs économiques est affecté par des difficultés de trésorerie. L'investissement reste timide, malgré la mise en place des actions de relance économique. A l'exception du secteur agroalimentaire, l'ensemble des secteurs manque de dynamisme, avec des difficultés persistantes pour le BTP et le tourisme.

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Emploi : nouveau mouvement de hausse du chômage

A fin juillet 2010, la Martinique compte 39 662 demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A soit +5,7 % sur un an. En conséquence, l'indicateur de chômage se renforce de 1,3 point pour atteindre 24,1 % de la population active.

Parallèlement, à fin juin 2010, le nombre d'allocataires de pôle Emploi (toutes allocations confondues) s'inscrit également en hausse de 5,9 % sur un an. Dans le détail, le nombre d'allocataires indemnisés par Pôle emploi<sup>1</sup> progresse de 8,7 % sur un an, signe que les tensions sur le marché de l'emploi demeurent vives.



### Publication : Panorama de la Martinique en 2009

L'edom Martinique vient de publier une nouvelle note expresse « Panorama de la Martinique ». Cette note présente les principales caractéristiques structurelles et économiques de l'île permettant de mettre à disposition l'information nécessaire à la compréhension des enjeux économiques du département. Elle dresse également un panorama de l'économie pour l'année 2009 et fournit des données de cadrage macroéconomique. Enfin, elle présente une analyse succincte de secteurs clés de l'économie ainsi qu'une observation de l'activité bancaire.

La note expresse « Panorama » est déclinée selon les différentes géographies de la zone d'intervention de l'edom. Les notes de Mayotte et de la Réunion sont d'ors et déjà disponibles sur le site internet : <http://www.iedom.fr/iedom/publications-24/les-notes-expresses-36/annee-2010.html>.

## ACTUALITE REGIONALE

### Lutte contre la dengue

Dans le cadre de la lutte contre l'actuelle épidémie de dengue, la Ministre de la Santé et la ministre de l'Outre Mer se sont rendues en Martinique les 27 et 28 août. Suite aux 35 000 cas de dengue et aux 13 décès confirmés, la Ministre a annoncé le remboursement du dépistage viral à partir du 1<sup>er</sup> septembre, ainsi qu'une enveloppe de 100 000 € pour l'élimination des déchets et véhicules hors d'usage qui servent de nid à *Aedes aegypti*. Enfin, 150 jeunes du service civique seront déployés pour la lutte anti-vectorielle.

Selon le dernier bulletin de l'ARS-INVS, le nombre de consultations en médecine générale, pour suspicion de dengue a baissé la première semaine de septembre, estimé à 2540 cas contre 3550 fin août. Globalement les dernières données de surveillance épidémiologique indiquent que le pic de l'épidémie a été atteint au cours de la deuxième semaine d'août. Néanmoins la Martinique, se situe toujours en phase d'épidémie confirmée et les niveaux observés sont encore élevés.

### Baisse du prix de l'essence

L'observatoire des prix, qui s'est réuni le 03 septembre, a décidé d'une baisse des prix des carburants de 4 centimes sur le sans plomb et de 3 centimes sur le gazole, soit respectivement 1,29€/L et 1,05€/L. Cette baisse a été rendue possible par la baisse du cours du brut et une parité euro/dollar, plus favorable.

<sup>1</sup> Les allocataires indemnisés par Pôle emploi sont les personnes qui bénéficient de l'assurance chômage (ARE : Allocation Retour à l'Emploi, AUD : Allocation Unique Dégressive, ACA : Allocation Chômeurs Agés). A fin juin 2010, 14 954 personnes perçoivent cette allocation.

## INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juillet 2010	123,3	+0,6 %	+2,0 %
<b>Chômage</b> (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- juillet 2010 - juillet 2010	39 662 24,1 %	+1,6 %	+5,7 % +1,3 point
<b>Allocation Chômage</b> (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- juin 2010	13 852	-0,8 %	+5,0 %
<b>RMI</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juillet 2010	28 480	+0,0 %	+4,0 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- juin 2010 - juin 2010	182,8 30,2 16,5 %	-0,6 % +63,6 %	+3,1 % +97,3 % +7,9 points
<b>Grande distribution</b> (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juillet 2010 - juillet 2010	285 276,6	+14,4 %	+4,2 % +15,7 %

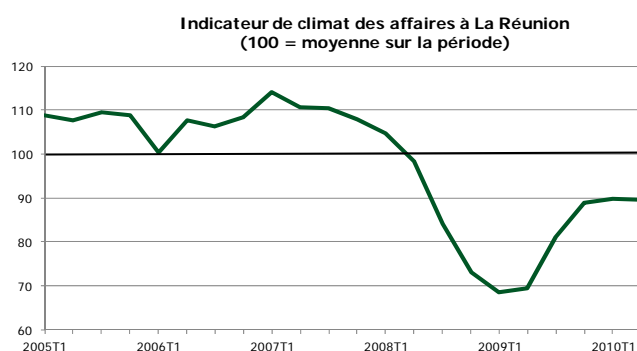
## LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers	- juillet 2010 - cumul annuel	167 753 933 854	+56,4 %	+5,5 % +4,6 %
<b>Trafic Maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juillet 2010 - cumul annuel	208 56 500	-9,2 % ns	nd +91,1 %
<b>Construction</b> (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- août 2010 - cumul annuel	15 169 133 590	-14,1%	-10,4 % +3,5 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN + VUN)	- juillet 2010 - juillet 2010 - juillet 2010	1 074 157 7 123	+11,9 % +23,6 % -	+4,6 % -4,8 % -13,8 %



# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Une activité économique toujours fragile



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Après la reprise de l'activité économique consécutive au point bas atteint début 2009, la situation semble se stabiliser depuis six mois, mais à un niveau encore inférieur à celui observé avant la crise.

L'amélioration de l'activité économique observée depuis fin 2009 intervient dans un contexte économique toujours difficile. Ainsi, un redressement au deuxième semestre 2009, l'activité économique de l'île stagne depuis le début de l'année. L'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit dans cette tendance en se stabilisant sur un palier d'activité en deçà des niveaux enregistrés avant la crise.

Cette consolidation de l'indicateur provient d'un équilibre entre la composante passée<sup>1</sup> contribuant positivement à l'ICA tandis que la composante future y contribue négativement.

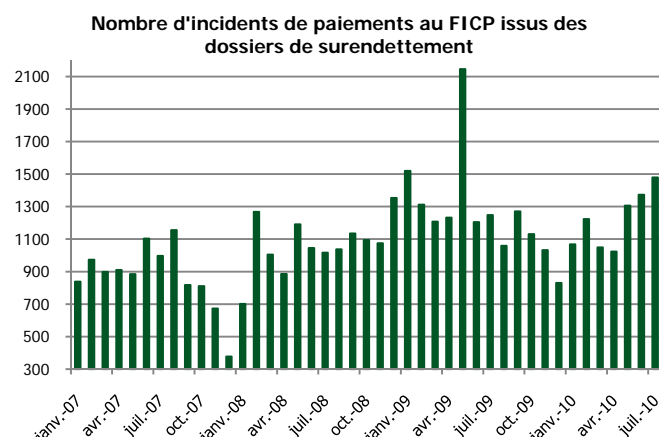
Ainsi, l'opinion des chefs d'entreprise participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM s'oriente favorablement au deuxième trimestre. Cet optimisme est corroboré par la progression de la consommation et le rebond de l'investissement. En effet, la consommation des ménages progresse une nouvelle fois au deuxième trimestre, après deux trimestres de reprise. L'investissement, en baisse depuis plusieurs trimestres, se reprend.

L'économie réunionnaise reste néanmoins encore impactée par la crise avec un marché de l'emploi qui continue à se dégrader reflétant les incertitudes qui entourent l'activité économique de l'île. Les prévisions des chefs d'entreprise sont pessimistes pour le troisième trimestre.

## Hausse des incidents de paiement liés aux crédits

La situation financière des ménages semble demeurer tendue. En effet, le nombre d'incidents de paiement liés aux crédits accordés à des personnes physiques pour des besoins non professionnels est en hausse depuis mai 2010. Le Fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) issus des dossiers de surendettement montre une augmentation de 27,5 % en mai 2010 par rapport à mars, de 5,1 % en juin et 7,7 % en juillet (+13,9 % à fin juin en glissement annuel et +18,5 % en juillet). Ce rebond rompt avec la baisse de 13,7 % du nombre d'inscriptions au FICP sur le premier semestre 2010 par rapport au premier semestre 2009.

Ainsi, cette reprise s'inscrit dans un mouvement haussier du nombre d'incidents observés ces deux dernières années : +18,6 % en 2009 par rapport à 2008 et de +22,7 % un an auparavant.



Source: Banque de France

# BREVES ECONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (INSEE)	Indice général des prix à la consommation-juillet 2010	125,2	+1,1 %	+2,4 %
	Métropole et DOM – juillet 2010	121,0	-0,3 %	+ 1,7 %
<b>RMI + RSO</b> (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – juillet 2010	71 452	+ 1,4 %	- 0,1 %
	Cumul des prestations versées (millions d'€)	230,5		+ 0,5 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations – juillet 2010 (en cumul - millions d'€)	2 296	-	- 3,8 %
	Exportations – juillet 2010 (en cumul - millions d'€)	151	-	+ 7,2 %
	Taux de couverture	6,6 %	-	+0,7 pt
<b>Chômage</b> DTEFP	Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : juillet 2010	109 806	+2,3 %	+ 15,1 %

<sup>1</sup> Le calcul de l'ICA intègre à la fois les résultats de l'enquête concernant le trimestre passé et ceux concernant le trimestre à venir. Les contributions des composantes passées et futures à l'ICA sont identifiables.

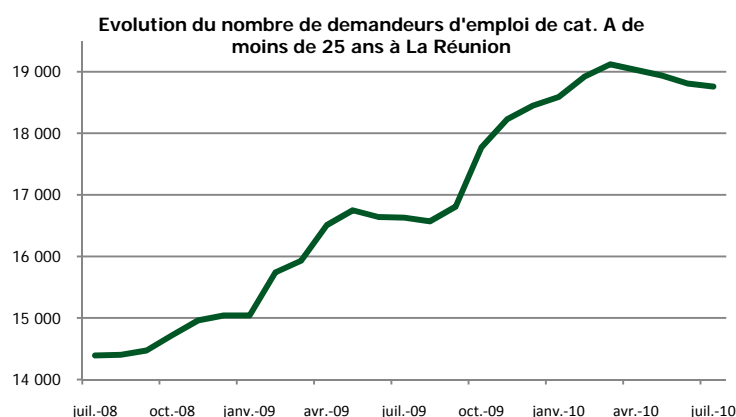
## LES SECTEURS D'ACTIVITE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic Maritime</b> (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) juin 2010	282 199	- 35,6 %	- 20,7 %
	Cumul 2010	2 047 408	-	+ 3,9 %
<b>Trafic Aéroportuaire</b>	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds juillet 2010	217 645	+ 62,0 %	+ 5,7 %
	Cumul 2010	1 130 488	-	+ 11,7 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker – (millions d'euros) juin 2010	0,33	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (millions d'euros)	13,0	-	- 11,9 %
	Importation de ciment/clinker – (milliers de tonnes) mai. 2010	0,74	n.s.	n.s.
	Cumul 2010 (milliers de tonnes)	183,7	-	- 1,0%
	Effectifs salariés du BTP à fin juillet 2010	17 365	+ 0,2 %	- 11,0 %

## Légère baisse du chômage des jeunes

Pour le quatrième mois consécutif, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A de moins de 25 ans a connu une légère baisse. Fin juillet, cette diminution, corrigée des variations saisonnières, est de 0,3 %. Entre fin mars et fin juillet 2010, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi s'est contracté de 1,9 % tandis que l'ensemble des demandeurs de catégorie A, corrigé des variations saisonnières, a continué à progresser de 3,2 % sur la même période.

Cependant, la situation des jeunes sur le marché du travail demeure difficile. En effet, depuis deux ans, leur condition s'est nettement détériorée avec une hausse de 30,4 % entre juillet 2008 et juillet 2010. Sur un an, leur nombre s'est accru de 12,8 %.



Source: Pôle emploi

## L'interprofessionnel de la pêche réunionnaise reçoit l'appui du ministère de l'Outre-mer

Le projet de structuration de la filière, qui vise à maîtriser les aléas du marché, a reçu l'aval de Marie-Luce Penchard. L'Association réunionnaise interprofessionnelle de la pêche et de l'aquaculture (ARIPA) regroupe l'ensemble des acteurs de la pêche autour de cinq « familles » : l'Organisation des producteurs de la mer et de l'aquaculture (PROMAR), l'Association réunionnaise des usines de débarques et d'exportation (ARUPED), les Établissements de vente de gros et de demi-gros (ZVAMER), l'Association des patrons pêcheurs côtiers (APPECOR) et la Fédération des groupements de pêcheurs et de mareyeurs (FGPMAR) ; ainsi que les syndicats existants. Il s'agit d'une démarche totalement innovante dans le domaine des produits de la mer, qui ne compte en effet aucune interprofession. L'ARIPA a pour objectif la régulation du marché local des produits de la mer et la mise en place d'un projet commun dans le cadre du programme pour l'éloignement insulaire 2011 (Poséi). Le Poséi est un système d'aide mis en place par l'Union européenne en 1991 pour palier les conditions handicapantes des Régions Ultra Périphériques (RUP) induites par l'éloignement, l'insularité, une petite taille, la topographie et un climat particulier.

Ainsi, le ministère de l'Outre-mer vient d'inscrire le projet dans le cadre d'abondement exceptionnel de Poséi 2011.

## La mise en place du nouveau dispositif de continuité territoriale

La collectivité régionale et l'État avec l'Agence de l'Outre-mer pour la mobilité (LADOM), qui remplace l'ANT, lance le nouveau dispositif de continuité territoriale. Ce soutien à la mobilité est entré en vigueur le 16 août 2010. Il s'agit d'une aide forfaitaire de 360 euros pour un billet entre La Réunion et la métropole qui se décline en fonction des ressources (plafond de ressources inférieur à 26 030 € par an). En outre, elle s'applique à toute personne qui se déplace pour les raisons suivantes : accompagnateur d'un étudiant, lycéen ou apprenti en mobilité pour sa 1ère installation, les étudiants aidés à 50%, les sportifs de haut niveau, les candidats admissibles à un concours, les doctorants pour des travaux de recherche, les patients lors d'un rapatriement sanitaire et les personnes endeuillées. Pour 2010, huit millions d'euros sont consacrés à la continuité territoriale. Cet engagement devrait permettre l'accès à 40 000 billets d'avion à un tarif inférieur à 500 euros.

## 45 000 passagers accueillis à la gare maritime

L'activité croisière demeure dynamique avec une hausse 62 % du trafic passager au Port en 2009 par rapport à 2008. L'ancrage de la compagnie Costa qui programme huit escales par saison depuis fin 2008, est la raison essentielle de cette progression. Ainsi, Port Réunion a accueilli près de 45 000 passagers pendant la saison qui ne dure que cinq mois de novembre à mars.

## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

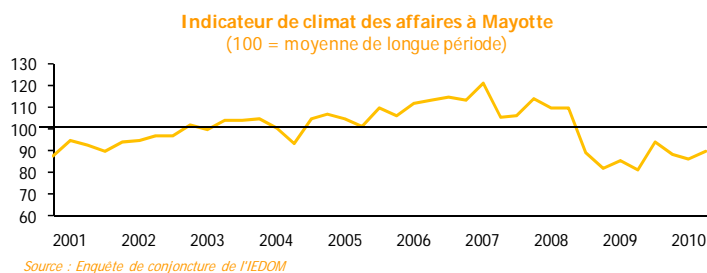
### Le repli de l'activité économique s'atténue légèrement au 2<sup>ème</sup> trimestre

Après deux trimestres consécutifs de baisse, l'indicateur du climat des affaires (ICA) a progressé au deuxième trimestre 2010 (+3,3 points), mais demeure en dessous de sa moyenne de longue période. Cette amélioration s'explique principalement par un constat plus favorable des entrepreneurs sur leur activité, leurs effectifs ainsi que sur les prix pratiqués.

La reprise de la consommation des ménages observée entre janvier et mars s'est poursuivie au 2<sup>ème</sup> trimestre, mais à un rythme moindre, tandis que les investissements des entreprises restent timides, en dépit d'une progression des importations de biens d'équipement.

Pour le troisième trimestre, les perspectives des chefs d'entreprises interrogés pour l'enquête de l'IEDOM sont assez pessimistes et les prévisions d'investissement sont encore en baisse.

Les bulletins trimestriels de conjoncture économique sont téléchargeables gratuitement sur le site internet [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr).



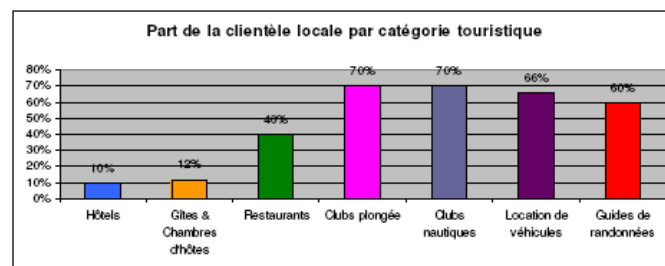
### Une saison touristique 2010 en demi-teinte

Dans la récente enquête présentée par le Comité Départemental du Tourisme de Mayotte, un premier bilan, mitigé, a été dressé pour la saison touristique 2010.

Malgré un mois de juillet que les professionnels du tourisme interrogés (professionnels des secteurs de l'hôtellerie, gîtes et chambres d'hôtes, restauration, agences réceptives, clubs nautiques, clubs de plongée, loueurs de véhicules et guides de randonnée) jugent bon (42%) ou moyen (42%), l'activité touristique a démarré tardivement cette année. En comparaison avec la saison dernière, 58 % des professionnels consultés jugent la fréquentation touristique moins favorable en 2010, pointant du doigt le contexte de conjoncture économique peu propice à la consommation et aux loisirs.

La clientèle française (dont réunionnaise et mahoraise) compose la quasi totalité de la population touristique (93 %). La croissance du nombre de touristes réunionnais s'explique en partie par l'importante médiatisation autour de Mayotte et son processus de départementalisation. Pourtant, les tarifs aériens demeurent élevés en provenance et au départ de Dzaoudzi.

La clientèle locale, bien que fréquentant peu les structures d'hébergement, se tourne largement vers les activités du lagon : les sorties nautiques et la plongée représentent à elles seules près de la moitié des demandes.



Source : Comité départemental du tourisme. [www.mayotte-tourisme.com](http://www.mayotte-tourisme.com)

Les pronostics pour le reste de la saison sont assez favorables pour les clubs de plongées (arrivée des baleines à bosses dans le lagon), ainsi que pour les gîtes et chambres d'hôtes qui prévoient un taux d'occupation proche de 50% au mois d'août. Pour autant, les professionnels s'accordent sur une tendance à la baisse de la durée des séjours, de l'augmentation des ventes de dernière minute et de la baisse des dépenses des touristes.

### Les émissions nettes

L'évolution des émissions nettes de billets en valeur s'inscrit, au 31 juillet, en légère hausse (+0,3 % après +3,1 % le mois précédent) et celles-ci atteignent 376 millions d'euros. Pour leur part, les émissions nettes de billets en nombre poursuivent une tendance analogue, avec +0,6 % après +2,8 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence de l'IEDOM de Mayotte atteint désormais 7,5 millions au 31 juillet 2010. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île avoisine 50,2 €.

Après avoir culminé à 2,7 millions d'euros en avril 2009, puis sensiblement décro par la suite, les émissions nettes de monnaie métallique poursuivent une progression modérée depuis 3 mois (+0,7 % en juillet) et atteignent 2,6 millions d'euros, pour un nombre de coupures en circulation de 20,8 millions d'unités. La répartition des coupures laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent environ 80 % des pièces émises en nombre et 15 % de leur valeur.

## BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

### Politique : Examen au Sénat des projets de loi portant départementalisation de Mayotte

La ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard a présenté au Conseil des ministres les projets de loi organique et ordinaire relatifs au nouveau statut de Mayotte. Une fois amendés, ces textes permettront de rendre effective la départementalisation de Mayotte en mars 2011.

### Social : La grève des salariés du groupe TOTAL affaiblit l'économie

Le mois d'août a été marqué par la grève des salariés du groupe TOTAL- seul fournisseur d'hydrocarbures de l'île- qui s'est traduit, pour la grande majorité de la population, par l'impossibilité de se ravitailler en carburant pendant plus de 10 jours. Avec l'appui de la Préfecture, un accord a été signé le 19 août entre le groupe et ses salariés mettant ainsi fin au conflit. Nombre d'entreprises font actuellement état de lourdes pertes financières, déplorant la désertion des commerces, l'interruption des chantiers, le report des livraisons ou encore le blocage au port des conteneurs de marchandises. La ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, envisage le déblocage de fonds spéciaux destinés à dédommager les entreprises.

### Agriculture : Un programme ambitieux de valorisation des produits agricoles mahorais

La Direction de l'Agriculture et de la Forêt lance un appel aux producteurs mahorais dans le cadre d'une OGAF (Opération Groupée d'Aménagement Foncier) visant le développement endogène de l'agriculture à Mayotte. Ce programme consiste à soutenir les agriculteurs dans leurs actions de commercialisation et de transformation afin de valoriser les produits agricoles mahorais et de répondre à la demande locale. Des réunions d'information sont prévues chaque semaine dans les différentes communes de l'île.

## LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		juil-10	110,9	0,5%	1,4%
<b>Chômage</b> (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi		déc.-09	12 585	25,4%	-
<b>Commerce extérieur</b> * (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-10	28 427	8,9%	7,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-10	164 259	-	11,6%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-10	1 464	76,0%	127,6%
		cumulées	juin-10	4 284	-	74,1%
	Taux de couverture	mensuels	juin-10	5,15%	1,96 pt	2,71 pt
		cumulés	juin-10	2,61%	0,53 pt	0,94 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	juil.-10	689	37,0%	33,8%
		cumulés	juil.-10	3 310	-	26,4%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	juil.-10	38 068	63,1%	8,7%
		cumulés	juil.-10	157 807	-	13,0%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	juil.-10	39,5	-15,0%	-14,3%
		cumulés	juil.-10	286,8	-	24,7%
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(3)</sup> (en tonnes)	mensuelles	juin-10	12 748	n.a	25,2%
		cumulées	juin-10	39 402	-	-10,8%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		juin-10	36 123	0,3%	5,9%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	juin-10	20 394	-3,7%	14,1%
		cumulées	juin-10	120 667	-	9,7%
<b>Automobile</b> (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	août-10	76	26,7%	15,2%
		cumulés	août-10	551	-	-4,3%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	août-10	11	-8,3%	-45,0%
	cumulés	août-10	131	-	18,0%	
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	juin-10	5	81,4%	-52,7%
		cumulés	juin-10	26	-	-41,2%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-10	37	74,7%	-50,8%
	cumulées	juin-10	171	-	-40,1%	

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

\* Les importantes variations d'exportations s'expliquent par de nombreuses ré-exportations de biens vers la métropole

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (août 2010)			
Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3386%	0,3489%	0,4768%	0,4199%	0,6400%	0,8950%	1,1470%	1,4210%

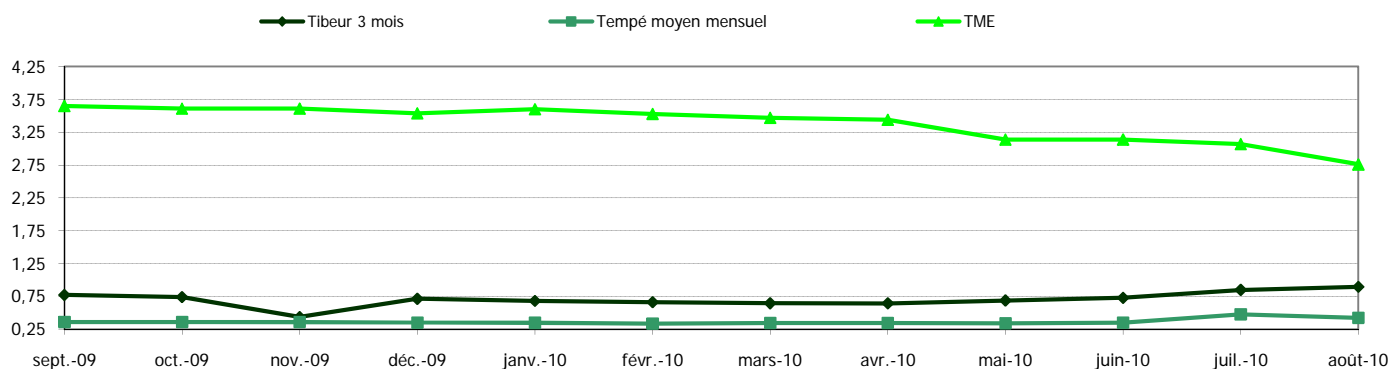
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
3,14%	3,14%	3,07%	2,76%	3,34%	3,34%	3,27%	2,96%

### Taux de l'usure (applicable à partir du troisième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		6,09%			
Prêts à taux variable		5,35%			
Prêts relais		5,96%			
<b>Autres prêts</b>					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,15%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,27%	Découverts en compte (1)		13,39%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,61%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

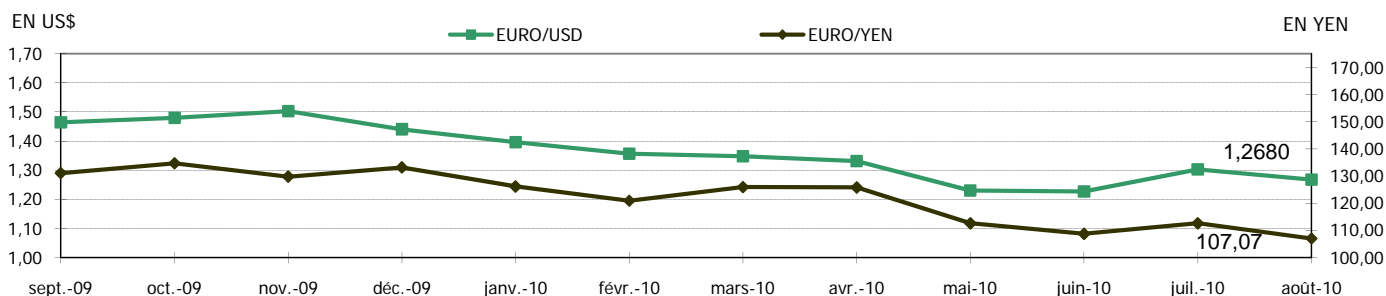
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2680	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,4044	EURO/SRD (Surinam)	3,47110
EURO/JPY (Japon)	107,0700	EURO/BWP (Botswana)	8,66090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,26350
EURO/CAD (Canada)	1,3489	EURO/SCR (Seychelles)	15,8258	EURO/DOP (Rép. Dom.)	46,9255
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,82480	EURO/MUR (Maurice)	39,7040	EURO/BBD (La Barbade)	2,52900
EURO/SGD (Singapour)	1,7193	EURO/BRL (Brésil)	2,2347	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,01690
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,8653	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,29130	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2579,58	EURO/XCD (Dominique)	3,4141	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 9 septembre 2010 - Dépôt légal : septembre 2010 - ISSN 1284-4438